



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Jeudi 26 mai 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

M. Raouya à Accra pour les Assemblées annuelles de la BAD

Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, s'est rendu mercredi, à la capitale ghanéenne Accra pour participer aux travaux des Assemblées annuelles du groupe de la Banque africaine de développement (BAD), a indiqué un communiqué du ministère.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

La loi sur l'investissement dynamisera davantage la diversification économique

Le projet de loi sur l'investissement devrait dynamiser davantage les efforts visant la diversification de l'économie nationale et rétablir la confiance entre l'administration et les opérateurs, a indiqué, mercredi à Alger, le président de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), Tayeb Chebab.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Sétif: lancement des services de la finance islamique dans deux agences de la BEA

La Banque extérieure d'Algérie (BEA) a lancé, mercredi à Sétif, deux guichets dédiés aux produits de la finance islamique dans deux agences situées dans les cités Laârarssa et El Malia au chef-lieu de wilaya.



CHANGEMENT CLIMATIQUE EN AFRIQUE : La BAD approuve un financement de 25 milliards de dollars

La Banque africaine de développement (BAD), qui tient actuellement ses assemblées annuelles à Accra, au Ghana, a décidé de doubler le financement pour le climat en Afrique, en le portant à 25 milliards de dollars d'ici 2025, afin d'aider le continent à faire face aux fléaux climatiques. Le président de la BAD, qui s'exprimait hier, lors de la cérémonie officielle d'ouverture des assemblées annuelles de la Banque, fait observer que l'Afrique ne représente que 4% de toutes les émissions mondiales de gaz à effet de serre. «Pourtant, le continent souffre de manière disproportionnée des impacts négatifs du changement climatique (...), subissant des pertes de 7 à 15 milliards de dollars par an, et pouvant atteindre 40 milliards de dollars par an d'ici 2030», souligne-t-il.

Il évoquera, par ailleurs, la mise en œuvre de l'initiative «Desert to Power de 20 milliards de dollars au Sahel, pour construire 10 000 mégawatts de production d'énergie solaire, ce qui permettra de fournir de l'électricité via l'énergie solaire à 250 millions de personnes et fera du Sahel la plus grande zone solaire du monde». L'institution œuvre en parallèle à aider les pays africains à s'assurer contre les phénomènes météorologiques extrêmes, par le biais de sa «facilité d'assurance contre les risques de catastrophe». En plus d'un plan d'aide d'urgence à la production locale de denrées alimentaires, doté de 1,5 milliard de dollars, pour faire face aux retombées économiques de la crise ukrainienne, la Banque africaine de développement se veut aussi être, selon son président Akinwumi Adesina, «le fer de lance de la transition énergétique juste pour l'Afrique».

Un thème central des assemblées annuelles de la banque, cette année. Les progrès en matière de transition énergétique dépendent par ailleurs, selon le président de la BAD, du respect par les économies développées de leur engagement à fournir «au moins 100 milliards de dollars» de financement climatique par an aux pays en développement. «Nous devons veiller à ce que les promesses faites lors de la COP26 à Glasgow soient tenues lors de la COP27 à Sharm El Sheikh, en Egypte, lors de la toute prochaine COP Afrique», insiste le président de la Banque africaine de développement.

A rappeler que la BAD et la Commission de l'Union africaine viennent d'approuver un plan de production alimentaire d'urgence pour le continent, doté de 1,5 milliard de dollars, afin de faire face à la crise alimentaire qu'ils jugent «imminente en Afrique» suite de la crise ukrainienne, qui a entraîné une hausse fulgurante des prix des produits alimentaires de base, en majorité importés, en plus des coûts des engrais et de l'énergie.

Selon Akinwumi Adesina, «le plan permettra de produire 38 millions de tonnes de nourriture, dont notamment du blé, du maïs, du riz et du soja». Un investissement qui ciblera 20 millions d'agriculteurs et rapportera, selon les initiateurs du programme, «12 milliards de dollars».

Le programme d'urgence a été élaboré, selon le président de la BAD, «suite à un accord mondial conclu par la Banque», en partenariat avec la Commission de l'Union africaine, les ministres africains des Finances, de l'Economie, de l'Agriculture, les institutions africaines de financement du développement, les agences des Nations unies, les pays développés et le directeur général du Fonds monétaire international. La capitale ghanéenne Accra accueille, du 23 au 27 mai 2022, la 57e assemblée annuelle du Conseil des gouverneurs du groupe de la Banque africaine de développement et la 48e assemblée annuelle du Conseil des gouverneurs du Fonds africain de développement.



«LA RÉFORME BUDGÉTAIRE EN ALGÉRIE», THÈME D'UN SYMPOSIUM RÉGIONAL À JIJEL : Une rencontre de vulgarisation pour les cadres des finances

La GAR ou la gestion axée sur les résultats était au centre du symposium régional organisé lundi 23 et mardi 24 mai à la maison de la culture Omar Oussedik de Jijel par **la direction régionale du budget (DRB) de Sétif** en collaboration avec la direction de la formation professionnelle, la direction des œuvres universitaires et l'Institut de formation professionnelle, Meriem Bouatoura de Jijel.

La rencontre, qui a concerné les cadres des huit wilayas rattachées à la DRB de Sétif (Batna, Bordj Bou Arréridj, Béjaïa, Constantine, Jijel, Mila et Msila), a été encadrée par le directeur régional Mohamed Saadout, en présence de Mounir Zine, DRB de Ouargla, et animée par trois cadres de ce secteur à savoir Yakoub Haïchour, contrôleur financier (CF) à la commune d'Arris, Lynda Moulay, CF à Timgad et Imème Hatou, inspecteur analyste central du Budget. Ces deux journées se voulaient aussi une occasion pour la vulgarisation de la loi organique 18/15 relative aux lois des finances (LOLF) qui devrait entrer en vigueur le 1er janvier 2023 comme mentionné dans l'article 89 qui stipule que «la loi des finances afférente à l'année 2023 est la première préparée et exécutée conformément» à cette loi. Mohamed Saadout que nous avons interrogé à ce propos nous dira : «C'est un symposium qui s'inscrit dans le cadre de la politique du ministère des Finances qui consiste à adapter la nouvelle réforme budgétaire parce que l'application de cette loi organique va permettre à l'État d'avoir une vision plus nette de ses ressources budgétaires et de son patrimoine.

D'où cette rencontre avec les contrôleurs financiers de wilaya et des communes, les directeurs de la programmation et du suivi budgétaire (DPSB) au niveau de la région de Sétif, pour leur permettre d'assimiler cette nouvelle donne.»

Les DPSB qui, ajoutera-t-il «ont un rôle important, auront à former les gestionnaires des différents secteurs. Nous avons aussi les contrôleurs financiers de wilaya qui vont accompagner les gestionnaires dans cette nouvelle démarche.» Il estimera que «l'application des mesures de cette loi organique est une réforme qui va permettre à l'Etat d'avoir une vision plus nette de ses ressources budgétaire et de son patrimoine».

Avant d'expliquer qu'auparavant, «il y avait une gestion un peu floue, basée sur le système des moyens, des dépenses pour réaliser des opérations. On consomme des crédits sans qu'il y ait des objectifs à atteindre. La nouvelle approche consiste à donner beaucoup plus de facilité et d'aisance pour les gestionnaires pour pouvoir gérer de manière claire en se basant sur une programmation de résultat.»

RENFORCEMENT DU CONTRÔLE A POSTERIORI

Dans son intervention, Yakoub Haïchour s'est attardé sur cette LOLF et d'annoncer d'autres réformes engagées pour «une modernisation de la réglementation de la comptabilité publique, une préparation d'un nouveau plan comptable de l'Etat, une amélioration du système fiscale ainsi qu'une efficacité de l'administration douanière».

Il développera les fondements de la réforme budgétaire ainsi que ses cadres conceptuel et juridique. Il abordera la soutenabilité budgétaire, la notion de performance, les limites du système actuel et la logique de la réforme basée sur un allègement du processus d'exécution et un renforcement du contrôle a posteriori et la mise en place de moyens d'évaluation (indice de performance).

Mme Lynda Moulay a planché quant à elle sur le cycle budgétaire qui sera désormais échelonné sur plusieurs années, composé de plusieurs phases et structuré de façon à optimiser l'élaboration budgétaire. Enfin, Imène Hatou, a expliqué la gestion axée sur les résultats (GAR) en présentant la budgétisation par programmes axée sur les résultats, la démarche pour la définition des structures de programme, les responsabilités, les objectifs, indicateurs et résultats et le système de contrôle et d'évaluation de la performance.

Cette réforme, est ainsi «une véritable mutation des processus de gestion des administrations qui passent d'une culture de moyens et de procédures à une culture de résultats avec une responsabilité plus précise et identifiable.»

Les transferts et les virements des crédits à l'intérieur de ces programmes seront autorisés, «donnant ainsi une grande souplesse de la gestion publique et du fonctionnement général de l'administration.»

Finance islamique : L'Algérie "est qualifiée pour atteindre des niveaux élevés d'intégration" (spécialiste)

La finance islamique en Algérie commence à porter ses fruits, a estimé mardi à Batna le chercheur algérien et responsable de la filière de la finance islamique à l'Académie internationale de recherche sur la chariâ (ISRA) de Malaisie Younes Soualhi, selon lequel "l'Algérie est qualifiée pour atteindre des niveaux élevés d'intégration".



Exclusif Avant-projet de loi sur la monnaie et le crédit : 51/49 : clé d'ouverture des futures banques privées

Le texte actuellement en discussion relance l'investissement dans le secteur bancaire sous la garantie de la règle de la préférence au privé national et le maintien d'un regard rigoureux de l'Etat sur le fonctionnement des futurs établissements bancaires et financiers.



Importation pour la revente en l'état : le ministère du Commerce annonce une nouvelle mesure

Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations a annoncé, dans un communiqué, une nouvelle mesure concernant l'importation de matières premières, de produits et marchandises destinés à la revente en l'état. En effet, **les importateurs activant dans ce domaine sont obligés de finaliser les procédures de domiciliation bancaire avant d'entamer l'opération d'importation.**



Domiciliation bancaire: Des importateurs veulent plus de concertation

Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations continue de prendre des décisions et des mesures visant la réglementation des importations, pour, à la fois, assainir l'activité en question, mais aussi pour protéger et promouvoir la production nationale.



[Finance islamique : «Révolution» dans l'assurance](#)

«Tontine», un produit de la finance islamique, permet de constituer des fonds communs à un groupe d'épargnants. «Avec cette ouverture à la finance islamique dont l'assurance «tontine», l'Algérie est qualifiée pour atteindre des niveaux élevés d'intégration de ce secteur dans le cycle économique», a estimé, mardi, à Batna, le chercheur algérien et responsable de la filière de la finance islamique à l'Académie internationale de recherche sur la chariâ (Isra) de Malaisie, Younès Soualhi.



[Le président Tebboune depuis, hier, à Rome : Algérie-Italie : il n'y a pas que le gaz](#)

La convergence de vues et de positions sur de nombreuses questions fait de l'Italie le partenaire modèle et le plus attractif au vu des ambitions économiques de l'Algérie, à l'aube de l'adoption du nouveau Code des investissements. Le président de la République Abdelmadjid Tebboune est arrivé, hier, à Rome, pour une visite d'État de trois jours à l'invitation du président de la République d'Italie, Sergio Mattarella. Un accueil chaleureux, à la hauteur de l'excellence des relations, lui a été réservé.



[Magazine Études économiques : 2022 débute sous de bons auspices pour l'Algérie](#)

L'année 2021 a été celle du redressement de la croissance économique pour l'Algérie, après la récession de 5,1% en 2020, en raison de la crise sanitaire. C'est ce que révèle le magazine «Etudes économiques». Le PIB devait croître de 3,6% au cours de l'année passée grâce à l'augmentation du prix des hydrocarbures. Si le pays n'a pas encore retrouvé son niveau de PIB d'avant-crise à fin 2021, l'amélioration du marché pétrolier va lui permettre de le réaliser en 2022.



Sous le haut patronage du Premier ministre Aïmene Benabderrahmane : La 33e édition du GAIF en juin à Oran

C'est sous le haut patronage du Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, que se tiendra à Oran, du 5 au 8 juin prochain, la 33e édition de la conférence de l'Union générale des assureurs arabes (GAIF), a indiqué à El Moudjahid, Hassan Khelifati, vice-président de l'Union des sociétés d'assurances et de réassurance, et président de la commission de communication et de protocole du GAIF.



Parachever les formalités de domiciliation bancaire avant toute opération d'importation : Une obligation pour les opérateurs

Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations a indiqué, mardi, dans un communiqué, que les opérateurs économiques activant dans le domaine de l'importation de matières premières, produits et marchandises destinés à la revente en l'état, sont tenus de parachever les formalités de domiciliation bancaire avant toute opération d'importation. «Toute opération d'importation qui se fait sans l'attestation de domiciliation bancaire sera refusée», précise la même source.



Coopération prometteuse

La visite d'État qu'effectue le président de la République Abdelmadjid Tebboune, à l'invitation de son homologue italien Sergio Mattarella, représente une étape importante dans le raffermissement des relations bilatérales entre l'Algérie et l'Italie. Deux pays à fort ancrage méditerranéen, engagés depuis des décennies dans une coopération placée sous le sceau de la confiance et du respect mutuels, ce que confirme un Mémorandum d'entente sur le dialogue stratégique sur les relations bilatérales et les questions politiques et de sécurité globale, signé en décembre 2020.

مالية : السيد راوية يشارك بأكرا فى الاجتماعات السنوية لبنك التنمية الأفريقي

توجه وزير المالية, عبد الرحمن راوية, اليوم الأربعاء إلى العاصمة الغانية أكرا, للمشاركة في أشغال الاجتماعات السنوية لمجموعة بنك التنمية الأفريقي, حسبما أفاد به بيان للوزارة. ونظمت الاجتماعات السنوية لبنك التنمية الأفريقي لسنة 2022 تحت عنوان "تعزيز القدرة على مواجهة التغيرات المناخية وانتقال عادل للطاقة في أفريقيا", حيث ستضم تمثيلا رفيع المستوى, بما في ذلك رؤساء الدول والحكومات ورؤساء الهيئات الدولية والإقليمية والمنظمات غير الحكومية والقطاع الخاص, حسب ذات البيان.

Alg 24 news

وزير المالية الجزائري يشارك بأكرا فى الاجتماعات السنوية لبنك التنمية الأفريقي

توجه وزير المالية الجزائري, عبد الرحمن راوية, اليوم الأربعاء, إلى العاصمة الغانية أكرا, للمشاركة في أشغال الاجتماعات السنوية لمجموعة بنك التنمية الأفريقي, حسبما أفاد به بيان للوزارة. ونظمت الاجتماعات السنوية لبنك التنمية الأفريقي لسنة 2022 تحت عنوان "تعزيز القدرة على مواجهة التغيرات المناخية وانتقال عادل للطاقة في أفريقيا", حيث ستضم تمثيلا رفيع المستوى, بما في ذلك رؤساء الدول والحكومات ورؤساء الهيئات الدولية والإقليمية والمنظمات غير الحكومية والقطاع الخاص, حسب ذات البيان.



المتعاملون الاقتصاديون ملزمون بالتوطين البنكي قبل الاستيراد

أعلنت وزارة التجارة وترقية الصادرات, أمس الثلاثاء, عن إلزام المتعاملين الاقتصاديين الناشطين في مجال استيراد المواد الأولية والمنتجات والبضائع الموجهة لإعادة البيع على الحالة, باستكمال إجراءات التوطين البنكي قبل الشروع في أي عملية استيراد. وجاء في بيان للوزارة, إن "أي عملية استيراد تتم دون الحصول على التوطين البنكي سيتم رفض دخولها التراب الوطني".

LE GOUVERNEMENT MULTIPLIE LES MESURES RESTRICTIVES

La fin des importations anarchiques ?

De manière quasi cyclique, les opérateurs activant dans l'importation de matières premières et de produits finis destinés à la revente en l'état sont appelés, à travers des notes que ce soit de l'Abef ou du ministère du Commerce, à se conformer à des dispositions qui s'apparentent toutes à des tours de vis destinés à l'œuvre entamée il y a quelque temps déjà : la régulation du commerce extérieur.

La dernière note en date émise par le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations a été diffusée il y a deux jours. Soit un mois pile après que l'Abef eut adressé à ses adhérents, entre banques et établissements financiers, une note dans laquelle il est stipulé que ces derniers sont tenus dorénavant d'exiger un document dûment établi par l'Agence nationale de la promotion du commerce extérieur (Algex) attestant, après vérification sur la plateforme électronique dédiée au produit national et accessible à tous les secteurs et opérateurs écono-

miques, que le produit en question est effectivement indisponible sur le marché algérien pour prétendre à l'importation et ainsi procéder à la domiciliation bancaire de l'opération. Depuis 48 heures, la listes des exigences pour l'importation de produits finis et matières premières destinés à la revente en l'état s'est donc enrichie d'une nouvelle disposition stipulant que les opérateurs sont désormais «obligés de finaliser les procédures de domiciliation bancaire avant d'entamer toute opération d'importation».

Disposition qui ne prête à aucune équivoque d'autant que



Photos : DIF

l'écrit du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations avertit aussi clairement que «toute importation sans domiciliation bancaire ne sera pas autorisée à entrer sur le territoire national». Et puis au ministère de rappeler que la domiciliation bancaire pour l'importation de matières premières, de produits

et marchandises destinés à la revente en l'état est conditionnée par la délivrance, par ses services, d'un document en se connectant à la plateforme numérique dédiée au produit national afin de vérifier si le produit est importable ou pas. Une mesure supplémentaire donc pour en finir avec les importa-

tions de «tout et n'importe quoi» qui ont tant coûté aux réserves de change et aux producteurs nationaux soumis à une concurrence tous azimuts dont certains opérateurs producteurs, dans bien des créneaux, ont été contraints de jeter l'éponge. Sauf que cette dernière mesure risque de causer quelques désagréments aux importateurs ayant l'habitude de passer commande auprès de leurs fournisseurs étrangers bien avant que la domiciliation bancaire soit ficelée. C'est à ce titre qu'il devient très intéressant de connaître l'avis des représentants des opérateurs qui, sans doute, ne tarderont pas à s'exprimer, eux qui trouvent du mal à s'adapter à la flopée de notes du ministère de tutelle et de l'Abef qui se succèdent depuis des mois.

Azedine Maktour

DINAR ALGÉRIEN **Cours des principales monnaies**

Les cours des principales monnaies face au dinar algérien, mercredi 25 mai 2022, n'affichent pas de changements dans les cotations officielles de la Banque. Sur le marché parallèle, l'euro et le dollar restent dans les mêmes niveaux que la veille. Le taux de change de la monnaie européenne dans les cotations officielles de la Banque d'Algérie a connu une légère hausse. 1 euro s'échange contre 155,72 dinars à l'achat et 155,80 dinars à la vente.

Sur le marché parallèle de change, 1 euro s'échange toujours dans les environs de 213 dinars dans le cours de l'achat contre 215 dinars pour le cours de la vente.

La monnaie étasunienne a maintenu cette hausse dans les cotations du mercredi. 1 dollar s'échange dans les guichets de la Banque contre 145,24 dinars à l'achat et 145,25 dinars à la vente.

Au niveau du marché noir des devises, 1 dollar est proposé par les cambistes contre 199 dinars à l'achat et 202 dinars à la vente.

Pour ce qui est de la livre sterling, 1 pound s'échange au niveau des guichets de la Banque centrale d'Algérie contre 182,80 dinars à l'achat et contre 182,87 dinars à la vente. Au niveau du square Port-Saïd, la livre sterling est toujours cotée à 50 dinars à l'achat et 253 dinars à la vente.

Concernant le dollar canadien dans les cotations officielles, il s'échange ce mercredi contre 113,89 dinars à l'achat et 113,0393 dinars à la vente. Sur le marché parallèle des devises, il se maintient au-dessus des 150 dinars et est proposé contre 150 dinars à l'achat et 150 dinars à la vente.

R. N.

الاتحاد العام للعمال الجزائريين يكشف:

زيادات مرتقبة في الأجور

جانبا العمال وتخفيف العبء عنهم رغم المشاكل الاقتصادية ووباء كورونا وكل ما انجر عنه من ضغوطات، وتابع النقابي: "رغم النقائص هناك استعداد لرئيس الجمهورية في المراحل المقبلة لإعادة النظر في الوضع الاجتماعي للعمال وزيادة على الزيادات السابقة في الأجور هناك مراجعات تدريجية ستتم عبر عدة مراحل" وفي الأخير، خلص بالقول لباطشة، بأن إعادة النظر في سياسة الدعم الاجتماعي ستتم وفقا لاستراتيجية ستخدم الطبقة المتوسطة والضعيفة أكثر مما سبق. ■ ح.نورة



منوها بمساهمة الدولة ووقوفها إلى

■ كشف الاتحاد العام للعمال الجزائريين، عبر صفحته على الفيسبوك، عن زيادات مرتقبة في الأجور إلى جانب إصلاح الدعم الاجتماعي ليخدم أكثر الفئات المتوسطة والفقيرة، مثمنا مبادرة لم الشمل لرئيس لجمهورية، في ظل اهتمام الدولة بالطبقة الشغيلة وتخفيف الأعباء عنها. وقال الأمين العام للاتحاد، سليم لباطشة، عقب الاجتماع الذي جمعه برئيس الجمهورية ان المركزية النقابية مستعدة للمساهمة من خلال المبادرة في خدمة الوطن، إلى جانب مواصلة دعم الجانب الاجتماعي والاقتصادي للعمال.



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

 dc@mf.gov.dz

 Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MEINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger